

L'Europe veut réaffirmer sa politique de développement pour l'Afrique subsaharienne

Du 22 au 24 octobre, la Commission européenne et la présidence de l'Union européenne ont organisé à Stockholm la 4^{ème} édition des Journées européennes du développement, réunissant plus de 6 000 participants de près de 125 pays, pour contribuer à « rendre l'aide au développement plus efficace, à bâtir une coalition internationale contre la pauvreté et à concrétiser les objectifs du millénaire pour le développement ». Cette année le forum a particulièrement débattu de la démocratie, de la crise économique et du changement climatique.

A cette occasion, l'Union européenne a présenté la première édition du Rapport européen sur le développement, publication annuelle devant contribuer à affirmer la politique de l'Union vis à vis de l'Afrique subsaharienne en matière d'aide publique au développement. Le rapport « [Résoudre la fragilité en Afrique – Forger une nouvelle approche européenne](#) » étudie les « caractéristiques de la fragilité » de 29 pays d'Afrique subsaharienne et constate que tous ont « de sérieux problèmes structurels et des institutions dysfonctionnelles » et que les « besoins immédiats » ont priorité sur « les objectifs de long terme ». D'après les auteurs, le développement humain y est faible du fait de l'insuffisance de l'investissement public dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Ces pays sont peu dotés en infrastructures, notamment de transport, et leurs économies dépendent largement de l'exportation de matières premières. Beaucoup d'entre eux sont hautement exposés à l'instabilité politique et aux conflits armés. Relativement épargnés par la crise financière et économique internationale dans un premier temps, du fait de leur faible intégration dans le système financier mondial, ils l'ont ensuite subi de plein fouet, perdant plusieurs points de croissance. La publication souligne également que « l'Europe ne doit pas oublier que cette fragilité a souvent ses racines dans les processus de colonisation et de décolonisation, les pratiques irresponsables d'entreprises étrangères et les trafics criminels de et vers l'Europe ». Le rapport préconise dans un premier temps d'améliorer les interventions européennes en adaptant les théories des politiques du développement aux réalités locales. Il suggère ensuite cinq domaines d'intervention prioritaires : la construction de l'Etat et de la cohésion sociale, la satisfaction des besoins urgents combinée à la recherche d'objectifs de long terme, le renforcement du capital humain et social, la gouvernance et l'intégration régionale, et la promotion de la sécurité et du développement.

OMC : les pays africains appellent à consolider la dimension développement

Les ministres du commerce africains se sont réunis au Caire du 27 au 29 octobre afin de « maintenir leurs efforts visant à maximiser les opportunités de développement au niveau des négociations commerciales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et vis-à-vis des fonctions courantes de l'OMC ». Il s'agissait de « faire entendre la voix africaine » à quelques semaines de la 7^{ème} conférence ministérielle prévue à Genève du 30 novembre au 2 décembre qui, si elle n'est pas formellement une session de négociations, devrait cependant aborder les points sensibles du cycle de Doha. Organisée par l'Egypte, coordonnateur du groupe africain à l'OMC, la réunion a abordé des thèmes prioritaires pour les pays du continent tels que l'accès aux marchés agricoles des pays industrialisés ou la réduction des distorsions de concurrence sur le marché international du coton. « Si nous ne pouvons pas mettre nos produits sur le marché, nous ne pouvons pas produire. Ainsi, personne, et en particulier nos agriculteurs, ne peut bénéficier de la croissance économique dont il a besoin » a expliqué Hisham Badr, l'ambassadeur égyptien à l'OMC. Naresh Servansing, représentant de l'île Maurice et négociateur en chef pour le groupe africain, a également souligné le manque de transparence de l'actuel processus de négociation. « Il y a actuellement à Genève une prolifération de petits groupes de discussion, qui se réunissent en dehors des structures de négociations formelles » a-t-il déclaré.

FMI : des marges de manœuvre pour le développement économique de l'Afrique

Dans ses perspectives de l'économie mondiale, intitulées « soutenir la reprise » et publiées au mois d'octobre, le Fonds monétaire international (FMI) salue « l'amorce de reprise de l'économie mondiale » et souligne la nécessité de la pérenniser. S'agissant de l'Afrique, dont il détaille la situation économique dans un rapport régional intitulé « [Afrique subsaharienne: surmonter la tourmente](#) », le FMI constate que la récession mondiale a durement touché le continent et en particulier les pays exportateurs de pétrole et les pays à revenu intermédiaire. La croissance de la région devrait ainsi s'établir à 1% en 2009 contre plus de 6% en 2007. Le rapport note cependant que « le recours aux mesures protectionnistes a largement été évité, et la meilleure situation des finances publiques au début de la crise offre une certaine marge de manœuvre pour assouplir les politiques budgétaires et monétaires ». Celles-ci devraient contribuer à améliorer certaines mesures budgétaires, stabiliser la dette et promouvoir le développement. Le FMI prévoit que l'Afrique subsaharienne renouera avec un taux de croissance supérieur à 5% à partir de 2011.

Sources : AFP, APA, Commission européenne, FMI, Ministère des Affaires étrangères de l'Egypte, Reuters.